

LOI DE FINANCES
GESTION 2025

—

PLAN DE TRÉSORERIE PRÉVISIONNEL ET MENSUALISÉ DE L'EXÉCUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT GESTION 2025

Décembre 2024



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES GRAPHIQUES.....	4
RESUME.....	5
INTRODUCTION.....	5
1 Aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat	8
1.1 Recettes budgétaires de l'Etat	9
1.1.1 Recettes fiscales	9
1.1.2 Recettes non fiscales	9
1.2 Dépenses budgétaires de l'Etat	9
1.2.1 Dépenses ordinaires	9
1.2.2 Dépenses en capital	9
1.3 Ressources de trésorerie	10
1.4 Charges de trésorerie.....	10
2 Opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel de l'Etat, gestion 2025, volet encaissement.....	10
2.1 Opérations d'encaissement	10
2.1.1 Encaissements prévisionnels des régies de recettes	13
2.1.2 Encaissements des autres recettes budgétaires.....	14
2.1.3 Encaissements des recettes du FRNB et des CAS	14
2.1.4 Les prévisions d'encaissement de ressources de trésorerie hors émission de titres publics	15
3 Opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel de l'Etat, gestion 2025, volet décaissement.....	15
3.1 Opérations de décaissement	15
3.2 Décaissements des dépenses ordinaires	18
3.2.1 Dépenses obligatoires.....	18
3.2.2 Autres dépenses ordinaires.....	18
3.3 Décaissements des dépenses en capital.....	19
3.4 Décaissements des dépenses des Comptes d'Affectation spéciale	19
3.5 Décaissements des charges de trésorerie.....	19
4 Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie et opérations d'émissions de titres publics	19
4.1 Evolution des soldes budgétaires prévisionnels	20
4.2 Financement des soldes prévisionnels de trésorerie par émissions de bons et obligations du Trésor	21
1 Aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat.....	9
1.1 Recettes budgétaires de l'Etat	9
1.1.1 Recettes fiscales	9
1.1.2 Recettes non fiscales	9
1.2 Dépenses budgétaires de l'Etat	9
1.2.1 Dépenses ordinaires	9
1.2.2 Dépenses en capital	10
1.3 Ressources de trésorerie	10
1.4 Charges de trésorerie.....	10

2	Opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel de l'Etat, gestion 2025, volet encaissement	10
2.1	Opérations d'encaissement	10
2.1.1	Encaissements prévisionnels des régies de recettes	13
2.1.2	Encaissements des autres recettes budgétaires.....	14
2.1.3	Encaissements des recettes du FRNB et des CAS	15
2.1.4	Les prévisions d'encaissement de ressources de trésorerie hors émission de titres publics.	15
3	Opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel de l'Etat, gestion 2025, volet décaissement	15
3.1	Opérations de décaissement	15
3.2	Dépenses	18
3.2.1	Dépenses obligatoires.....	18
3.2.2	Autres dépenses.....	18
3.3	Dépenses d'investissement.....	19
3.4	Dépenses des Comptes d'Affectation spéciale	19
3.5	Décaissements des charges de trésorerie.....	19
4	Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie et opérations d'émissions de titres publics.	20
4.1	Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie	20
4.2	Financement des soldes prévisionnels de trésorerie par émissions de bons et obligations du Trésor	21

CONCLUSION

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ANDF Agence Nationale des Domaines et du Foncier
BAT Bons Assimilables du Trésor

Plan de Trésorerie Prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2025

BCEAO	Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CAGD	Caisse Autonome de Gestion de la Dette
CAS	Comptes d’Affectation Spéciale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
DGD	Direction Générale des Douanes
DSP	Dépenses Sociales Prioritaires
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FMI	Fonds Monétaire International
FNRB	Fonds National des Retraites du Bénin
GDIZ	Glo Djigbe Industrial Zone
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
OAT	Obligations Assimilables du Trésor
OME	Opérations Militaires à l’Etranger
PAG	Programme d’Action du Gouvernement
PIB	Produit Intérieur Brut
PTPE	Plan de Trésorerie Prévisionnel de l’Etat
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1: Synthèse du plan de trésorerie prévisionnel en cash, gestion 2025 (en millions de FCFA).....</i>	6
<i>Tableau 2: Service de la dette au titre de l'année 2025 (en millions de FCFA).....</i>	7
<i>Tableau 3: Ressources de trésorerie avant émissions de titres public.....</i>	11
Tableau 4: Evolution des flux réels d’encaissements, gestion 2025 (en millions de FCFA)	12
Tableau 5: Prévisions des encaissements de la DGI, gestion 2025 (en millions de FCFA)	13
Tableau 6: Prévisions des encaissements de la DGD, gestion 2025 (en millions de FCFA).....	14
Tableau 7: Prévisions des encaissements de la DGTCP, gestion 2025 (en millions de FCFA)	14
Tableau 8: Prévision d'encaissements des autres recettes budgétaire, gestion 2025 (en millions de FCFA).....	14
Tableau 9: Evolution des flux de décaissement réels en 2025 (en millions de FCFA)	17
Tableau 10: Evolution des soldes prévisionnels mensuels de trésorerie, gestion 2025	20
Tableau 11: Evolution du solde prévisionnel de trésorerie avant émission de titres publics, gestion 2025 (en millions de FCFA)	21
Tableau 12: Evolution du financement des soldes prévisionnels de trésorerie par émission de titres publics (en milliards FCFA).....	23

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Prévisions des encaissements par nature d'opérations, gestion 2025	11
Figure 2: Evolution des encaissements	13
Figure 3: Evolution des soldes budgétairesprévisionnels	20
Figure 4: Evolution du solde de trésorerie avant émission de titres publics, gestion 2025	22
Figure 5: Evolution du solde du compte unique du Trésor	24

RESUME

L’élaboration du Plan de Trésorerie Prévisionnel et mensualisé de l’exécution du budget de l’Etat (PTPE) pour la gestion 2025 s’est faite dans un contexte marqué par le ralentissement de l’activité économique mondiale en raison des effets persistants des

crises géopolitiques. La généralisation de l'inflation et les moyens utilisés par les banques centrales pour y faire face ont pesé sur l'économie mondiale en 2024. Selon le Fonds monétaire international (FMI, juillet 2024), la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,2% en 2024 et 3,3% en 2025. Au Bénin, la croissance devrait se maintenir à son niveau projeté par la loi de finances 2024 après une année 2023 meilleure que prévue. En effet, le taux de croissance s'est établi à 6,4% en 2023 contre une prévision de 6,1% (dans la loi de finances 2023), malgré les chocs multiples enregistrés en 2023. Il s'agit entre autres de : la levée des subventions sur les produits pétroliers au Nigéria, la dépréciation du naira, la fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger. Cette performance est imputable à la résilience de l'économie dans son ensemble, en particulier une campagne agricole au-dessus des prévisions, une activité industrielle vigoureuse et les bons résultats des activités de service.

Le taux de croissance est ainsi projeté à 6,5% en 2024 contre 6,4% en 2023. Les perspectives, à l'issue du triennal 2025-2027 restent favorables. Le taux de croissance ressortirait 6,7% et le taux d'inflation sera maîtrisé à moins de 3%. La gestion des finances publiques serait marquée par un taux de prélèvement fiscal de 14,6% et un retour du déficit budgétaire dans la zone cible dès 2025. L'endettement demeurera viable avec un taux d'environ 50%.

Sur la base des projections du cadrage macroéconomique 2025-2027, les ressources budgétaires totales de l'Etat s'élèvent en 2025 à 2 367 383 millions FCFA contre 2 076 000 millions FCFA en 2024. Elles sont en augmentation de 291 393 millions FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 14%. Les dépenses budgétaires s'établissent à 2 778 519 millions FCFA contre 2 551 700 millions FCFA en 2024. Elles sont en augmentation de 226 819 millions FCFA, soit une progression de 8,9%.

En matière de financement, les ressources de trésorerie s'élèvent en 2025 à 1 183 622 millions FCFA contre 1 123 274 millions FCFA en 2024. Les charges de trésorerie s'établissent en 2025 à 772 486 millions FCFA contre 647 574 millions FCFA en 2024, en augmentation de 19,29%, en lien avec la progression de l'amortissement des emprunts extérieurs et intérieurs. Le solde budgétaire global dégage un montant de 411 136 millions FCFA, correspondant à un déficit budgétaire de 2,9% du Produit intérieur Brut (PIB) contre 3,7% attendu à la fin de l'année 2024.

Les tableaux n°1 et n°2 présentent respectivement la synthèse du Plan de Trésorerie Prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2025 ainsi que le service de la dette au titre de l'année 2025.

Tableau 1: Synthèse du plan de trésorerie prévisionnel en cash, gestion 2025 (en millions de FCFA)

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
A-ENCAISSEMENTS BUDGETAIRES	146 117	145 865	172 462	158 126	170 720	182 687	152 481	154 521	178 975	153 788	169 153	212 074	1 996 968
B-RESSOURCES DE TRESORERIE	13 276	20 392	93 511	36 598	33 167	80 425	21 424	22 777	54 666	30 267	102 230	129 746	638 480
C-ENCAISSEMENTS (SANS TITRES PUBLICS) (A + B)	159 393	166 256	265 973	194 724	203 887	263 112	173 905	177 298	233 641	184 055	271 383	341 819	2 635 448
D-DECAISSEMENTS BUDGETAIRES	249 965	195 491	237 590	183 331	183 479	159 844	207 279	183 715	190 105	190 542	177 198	249 564	2 408 104
<i>Dont Dépenses Sociales Prioritaires</i>	<i>3 595</i>	<i>6 235</i>	<i>7 995</i>	<i>6 375</i>	<i>11 100</i>	<i>14 250</i>	<i>9 955</i>	<i>17 365</i>	<i>22 305</i>	<i>16 595</i>	<i>28 985</i>	<i>37 245</i>	<i>182 000</i>
E-CHARGES DE TRESORERIE	64 875	62 260	140 740	88 646	64 713	39 105	47 650	102 882	30 729	39 080	19 237	72 570	772 486
F-DECAISSEMENTS (D+E)	314 840	257 751	378 330	271 977	248 192	198 950	254 929	286 597	220 834	229 622	196 435	322 134	3 180 590
G- SOLDE AVANT ÉMISSION DE TITRES PUBLICS (G= C – F)	-155 447	-91 494	-112 357	-77 253	-44 304	64 162	-81 024	-109 299	12 807	-45 567	74 948	19 686	-545 142
H- BALANCE D'ENTREE DES COMPTES DE DISPONIBILITE	108 636	20 189	20 395	20 838	20 586	20 281	20 443	20 561	20 262	20 969	20 402	20 750	
I-EMISSIONS DE BONS ET OBLIGATIONS DU TRESOR	40 000	30 000	150 000	60 000	25 000	0	153 142	40 000	0	47 000	0	0	545 142
J-EMISSIONS INFRA-ANNUELLES	<i>30 000</i>	<i>50 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>50 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>50 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>180 000</i>
K-REMBOURSEMENT EMISSIONS INFRA-ANNUELLES	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-50 000</i>	<i>-30 000</i>	<i>0</i>	<i>-50 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>-50 000</i>		<i>-180 000</i>
L-GESTION ACTIVE DE LA TRESORERIE	-3 000	11 700	-37 200	17 000	19 000	-34 000	-72 000	69 000	-12 100	-2 000	-24 600	68 200	0
M- BALANCE DE SORTIE DES COMPTES DE DISPONIBILITE (M= G+H+I+J+K+L)	20 189	20 395	20 838	20 586	20 281	20 443	20 561	20 262	20 969	20 402	20 750	108 636	108 636

Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Tableau 2: Service de la dette au titre de l'année 2025 (en millions de FCFA)

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
I- Charges financières de la dette (1+2)	57 074	32 889	26 433	11 759	18 066	13 239	17 033	22 678	13 801	10 538	7 677	7 812	239 000
1- Charges financières sur dette extérieure	47 153	20 318	9 574	4 398	6 752	5 819	5 998	20 310	7 471	4 529	7 010	7 668	147 000
2- Charges financières sur dette intérieure	9 921	12 571	16 859	7 360	11 314	7 420	11 035	2 368	6 330	6 010	667	145	92 000
<i>2-1 Intérêts sur bons et obligations du Trésor</i>	<i>9 176</i>	<i>12 476</i>	<i>16 859</i>	<i>5 806</i>	<i>10 566</i>	<i>7 323</i>	<i>10 312</i>	<i>2 222</i>	<i>6 330</i>	<i>4 430</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>85 500</i>
<i>2-2 Intérêts sur dettes banques locales</i>	<i>745</i>	<i>95</i>	<i>0</i>	<i>1 555</i>	<i>748</i>	<i>97</i>	<i>723</i>	<i>146</i>	<i>0</i>	<i>1 580</i>	<i>667</i>	<i>145</i>	<i>6 500</i>
II. Amortissement du principal de la dette (1+2)	54 249	52 260	119 706	84 797	63 713	22 218	44 754	101 712	20 195	39 080	17 488	58 715	678 886
1. Amortissement dette extérieure	6 804	12 172	26 983	18 623	11 643	20 873	7 733	12 605	20 195	19 247	12 127	22 505	191 511
2. Amortissement dette intérieure	47 444	40 088	92 723	66 174	52 069	1 346	37 020	89 107	0	19 833	5 361	36 210	487 375
<i>2-1 Dette intérieure banques locales</i>	<i>4 221</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>12 783</i>	<i>5 219</i>	<i>1 346</i>	<i>4 925</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>12 783</i>	<i>5 361</i>	<i>1 346</i>	<i>47 983</i>
<i>2-2 Remboursement Bons du Trésor</i>	<i>675</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>7 050</i>	<i>0</i>	<i>34 864</i>	<i>42 589</i>
<i>2-3 Amortissement Obligations du Trésor</i>	<i>42 549</i>	<i>40 088</i>	<i>92 723</i>	<i>53 391</i>	<i>46 850</i>	<i>0</i>	<i>32 096</i>	<i>89 107</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>396 803</i>
TOTAL GENERAL DU SERVICE DE LA DETTE (I + II)	111 323	85 149	146 140	96 556	81 779	35 458	61 787	124 390	33 997	49 619	25 164	66 527	917 886

Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Les dispositions de l'article 49 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances, font obligation au pouvoir exécutif de produire le plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat en annexe au projet de loi de finances. Avec ce document, le législateur vise à mettre à la disposition du pouvoir exécutif un outil supplémentaire de pilotage de l'exécution budgétaire, au regard des besoins sans cesse croissants des populations dans un contexte de rareté des ressources. Ainsi, le suivi de l'exécution budgétaire à partir de cet instrument garantit à l'Etat de disposer en permanence de liquidités suffisantes pour faire face à ses engagements financiers à bonne date. En effet, tout engagement de l'Etat doit être soutenu par l'assurance de la disponibilité des ressources.

En somme, le pilotage de l'exécution budgétaire à partir du plan de trésorerie permet :

- ✓ d'avoir une vue globale des disponibilités de l'Etat et de connaître, au mois le mois, la situation de trésorerie publique ;
- ✓ d'encadrer l'exécution des dépenses de l'Etat par rapport aux ressources mobilisées, en vue d'assurer à tout moment l'équilibre financier général de l'Etat ;
- ✓ de régler à bonne date, les dépenses de la gestion courante et d'éponger progressivement les arriérés de paiement afin d'éviter à l'Etat les pénalités de retard et l'accumulation d'arriérés ;
- ✓ d'éviter la constitution sur une longue période d'encaisses oisives occasionnant des manques à gagner pour l'Etat.

Pour la gestion 2025, le présent plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat s'articule autour des quatre (4) axes ci-après :

- i. aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat ;
- ii. opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2025, volet encaissement ;
- iii. opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel et mensualisé de l'exécution du budget de l'Etat pour la gestion 2025, volet décaissement ;
- iv. évolution des soldes prévisionnels de trésorerie et opérations d'émissions de titres publics.

1 Aperçu de la nomenclature des ressources et des charges de l'Etat

Les opérations d'encaissement, de décaissement et de financement sont classifiées conformément à la nomenclature définie par les dispositions des articles 10, 13, 30 et 31 de la loi organique n° 2013-14 du 27 septembre 2013 relative aux lois de finances. L'article 8 dispose : « les ressources et les charges de l'Etat

sont constituées de recettes et de dépenses budgétaires ainsi que de ressources et de charges de trésorerie ».

Ainsi, les différentes opérations se présentent comme ci-après :

1.1 Recettes budgétaires de l'Etat

Elles comprennent les recettes fiscales et non fiscales.

1.1.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont composées, entre autres, des :

- impôts sur les revenus non salariaux ;
- impôts sur salaires ;
- impôts sur la propriété ;
- impôts et taxes intérieurs sur les biens et services ;
- droits et taxes à l'importation ;
- droits et taxes à l'exportation ;
- autres recettes fiscales.

1.1.2 Recettes non fiscales

Au titre des recettes non fiscales, on dénombre les :

- revenus de l'entreprise ;
- droits et frais administratifs ;
- produits financiers ;
- revenus des domaines et des participations financières ;
- rémunérations des services rendus et les redevances ;
- produits des amendes ;
- fonds de concours ainsi que les dons et legs consentis au profit de l'Etat ;
- produits exceptionnels divers ;
- autres recettes non fiscales.

1.2 Dépenses budgétaires de l'Etat

1.2.1 Dépenses ordinaires

Elles comprennent les :

- dépenses de personnel ;
- charges financières de la dette ;
- dépenses d'acquisitions de biens et services ;
- dépenses de transfert courant ;
- dépenses en atténuation de recettes.

1.2.2 Dépenses en capital

Elles sont constituées des :

- dépenses d'investissement exécutées par l'Etat ;
- dépenses de transferts en capital.

1.3 Ressources de trésorerie

Il s'agit des :

- produits provenant de la cession des actifs ;
- produits des emprunts à court, moyen et long termes ;
- dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor ;
- remboursements de prêts et avances.

1.4 Charges de trésorerie

Elles prennent en compte :

- le remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes;
- les retraits sur les comptes des correspondants ;
- les prêts et avances.

2 Opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel de l'Etat, gestion 2025, volet encaissement

2.1 Opérations d'encaissement

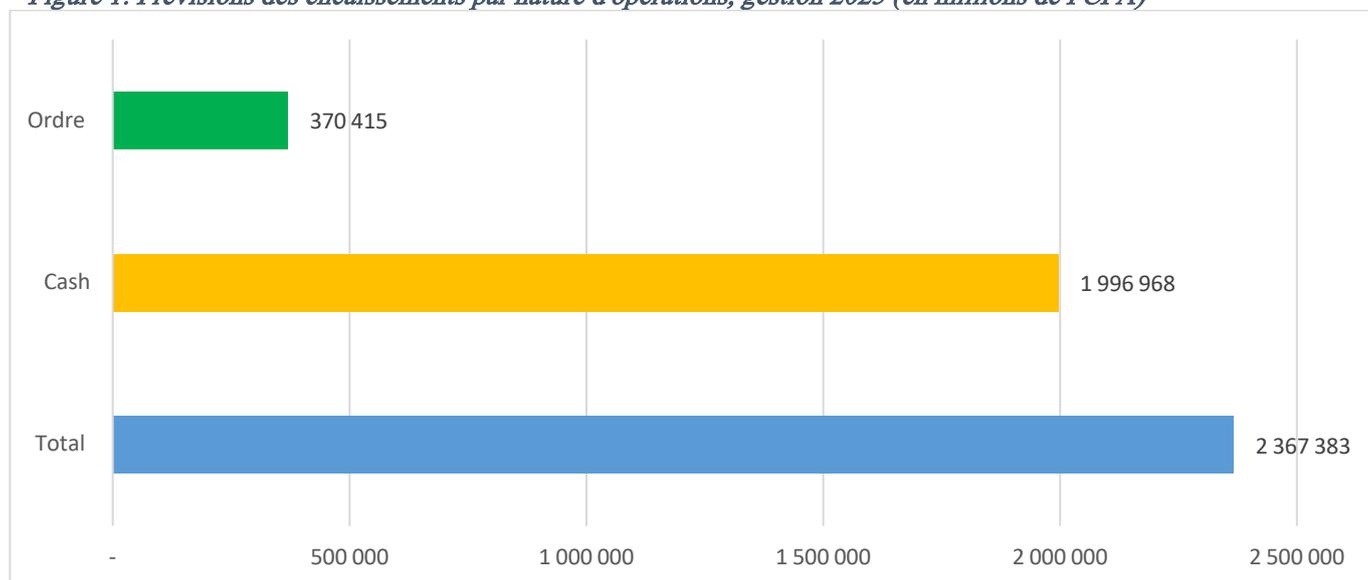
Ces opérations sont constituées de deux grandes catégories d'encaissement à savoir les encaissements budgétaires et les encaissements de ressources de trésorerie hors émissions de titres publics. La première catégorie regroupe les différentes natures d'impôts et taxes et d'autres ressources non fiscales qui devront permettre de faire face aux impératifs de dépenses inscrites dans la loi de finances tandis que la seconde prend en compte les encaissements de ressources au titre du financement à l'exclusion des ressources mobilisées par émissions de titres publics.

Les encaissements budgétaires sont relatifs aux opérations de mobilisation des ressources au profit du Budget général de l'Etat, du Budget du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) et des Comptes d'affectation spéciale.

Le montant prévisionnel des encaissements budgétaires au titre de la gestion 2025 s'élève à 2 367 383 millions FCFA dont 1 996 968 millions FCFA en opérations réelles et 370 415 millions FCFA pour les opérations d'ordre qui participent à la détermination de l'équilibre budgétaire sans affecter la trésorerie de l'Etat. Elles sont en augmentation de 20,21% par rapport à la gestion précédente.

La figure n°1 ci-dessous décrit la répartition entre les opérations cash et les opérations d'ordre en matière d'encaissement budgétaire.

Figure 1: Prévisions des encaissements par nature d'opérations, gestion 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Le total prévisionnel des encaissements budgétaires de l'Etat pour la gestion 2025 (2 367 383) millions F CFA se décline dans les cinq points suivants :

- ✓ **recettes totales à mobiliser par les régies** : ... 2 212 134 millions FCFA.
(Ces recettes comprennent celles des comptes d'affectation spéciale, excepté les opérations militaires à l'extérieur.)
 - opérations encaissables ou cash1 900 819 millions FCFA ;
 - opérations d'ordre..... 311 315 millions FCFA ;
- ✓ **recettes de l'ANDF** :.....5 000 millions FCFA ;
- ✓ **autres recettes budgétaires** :83 083 millions FCFA ;
- ✓ **recettes du Budget annexe (FNRB)** :.....59 166 millions FCFA
 - opérations encaissables :66 millions FCFA ;
 - opérations d'ordre.....59 100 millions FCFA.
- ✓ **Recettes des Comptes d'Affectation spéciale (OME)**8 000 millions FCFA.

Les prévisions d'encaissement de ressources de trésorerie hors émissions de titres publics de la gestion 2025 sont évaluées à un montant total de 638 480 millions FCFA et se répartissent ainsi qu'il suit.

Tableau 3: Ressources de trésorerie avant émissions de titres public

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
RESSOURCES DE TRÉSORERIE HORS ÉMISSIONS DE TITRES PUBLICS	13 276	20 392	93 511	36 598	33 167	80 425	21 424	22 777	54 666	30 267	102 230	129 746	638 480

Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

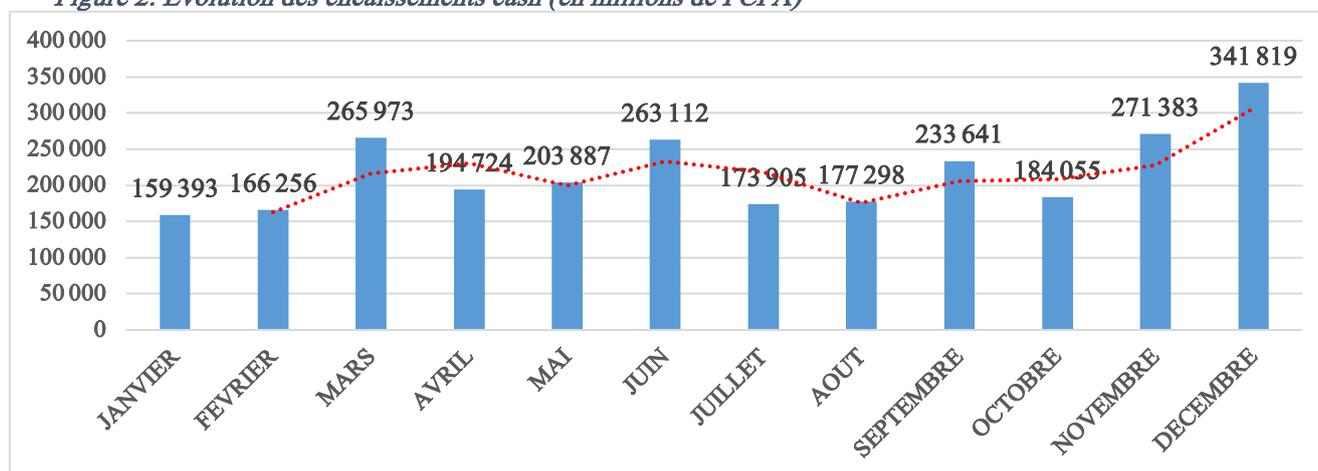
La mensualisation des encaissements globaux se présente dans les tableaux et figure qui suivent (cf. Tableaux n°4 à 7 et figure n°2) :

Tableau 4: Evolution des flux réels d'encaissements, gestion 2025 (en millions de FCFA)

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
I.1. TOTAL ENCAISSEMENTS BUDGETAIRES (A+B+C+D)	146 117	145 865	172 462	158 126	170 720	182 687	152 481	154 521	178 975	153 788	169 153	212 074	1 996 968
A. Régies (A1+A2+A3)	144 047	141 391	166 505	154 248	164 077	173 325	148 413	147 803	173 601	147 908	153 261	186 242	1 900 819
A1-DGI	83 798	80 944	103 634	88 310	96 851	109 335	83 993	83 849	109 135	82 744	89 229	120 427	1 132 247
A2-DGD	53 410	52 566	54 907	54 843	55 800	55 483	56 125	55 840	56 357	56 875	56 452	57 542	666 200
A3-DGTCP	6 840	7 881	7 964	11 094	11 426	8 507	8 295	8 113	8 110	8 289	7 580	8 273	102 372
B. ANDF	176	217	399	605	367	305	495	288	294	423	446	983	5 000
C. Dons (C1+C2)	1 888	4 251	4 053	3 268	4 271	9 052	1 768	6 425	3 724	4 102	15 440	24 843	83 083
C1-Dons budgétaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000	20 000
C2-Fonds de concours	1 888	4 251	4 053	3 268	4 271	9 052	1 768	6 425	3 724	4 102	5 440	14 843	63 083
D. Autres recettes budgétaires (D1+D2+D3)	6	6	1 506	6	2 006	6	1 806	6	1 356	1 356	6	6	8 066
D1-FNRB	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	66
D2-CAS (OME)	0	0	1 500	0	2 000	0	1 800	0	1 350	1 350	0	0	8 000
D3-Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
I.2. TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE HORS EMISSIONS DE TITRES PUBLICS (E+F+G)	13 276	20 392	93 511	36 598	33 167	80 425	21 424	22 777	54 666	30 267	102 230	129 746	638 480
E. Ressources intérieures	1 870	3 764	13 037	5 405	4 215	9 457	2 936	3 068	12 727	4 675	61 147	69 804	192 105
F. Ressources extérieures	9 093	14 342	78 463	28 488	26 716	68 259	16 177	17 429	39 928	22 861	38 816	57 200	417 774
G. Autres ressources	2 312	2 286	2 011	2 705	2 236	2 708	2 312	2 280	2 011	2 730	2 267	2 742	28 601
II. TOTAL DES ENCAISSEMENTS (I.1+I.2)	159 393	166 256	265 973	194 724	203 887	263 112	173 905	177 298	233 641	184 055	271 383	341 819	2 635 448

Source : DGTCP /MEF, septembre 2024

Figure 2: Evolution des encaissements cash (en millions de FCFA)



Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Les prévisions d'encaissements mensuels moyens sont en progression de 12,71% par rapport à la gestion écoulée, en lien avec l'augmentation des prévisions de recettes.

2.1.1 Encaissements prévisionnels des régies de recettes

Ils s'élèvent en encaissement cash à 1 996 968 millions FCFA et comprennent :

2.1.1.1 Les prévisions d'encaissement au niveau de la Direction générale des Impôts

Au titre de la gestion 2025, les prévisions d'encaissement de recettes de cette régie s'élèvent à 1 132 247 millions FCFA non compris les opérations d'ordre qui s'établissent à 178 853 millions FCFA. Le détail de ces prévisions se présente dans le tableau qui suit.

Tableau 5: Prévisions des encaissements de la DGI, gestion 2025 (en millions de FCFA)

Nature de recettes	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Impôts sur les revenus non salariaux	382 776	25 508	408 284
1.2. Impôts sur les salaires	113 628	53 282	166 910
1.3. Taxes sur les biens et services	602 594	86 647	689 241
1.4. Impôts sur la propriété	27 962	13 416	41 378
1.5. Autres recettes fiscales	5 287	-	5 287
TOTAL	1 132 247	178 853	1 311 100

Source : DGI/MEF, septembre 2024

2.1.1.2 Les prévisions d'encaissement au niveau de la Direction générale des Douanes

Au titre de la gestion 2025, les prévisions d'encaissement de recettes de l'Administration douanière s'élèvent à un montant de 666 200 millions FCFA non compris les opérations d'ordre qui s'établissent à 106 000 millions FCFA. Le détail de ces prévisions se présente dans le tableau qui suit.

Tableau 6: Prévisions des encaissements de la DGD, gestion 2025 (en millions de FCFA)

Nature de recettes	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	357 738	73 140	430 878
1.2. Droits et taxes à l'importation	250 739	32 860	283 599
1.3. Droits et taxes à l'exportation	14 607	-	14 607
1.4. Autres recettes fiscales	43 116	-	43 116
TOTAL	666 200	106 000	772 200

Source : DGD /MEF, septembre 2024

2.1.1.3 Les prévisions d'encaissement au niveau de la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique

La Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique est chargée de la mobilisation des recettes non fiscales. Au titre de la gestion 2025, le Trésor public projette de mobiliser pour le Budget de l'Etat, la somme de 128 834 millions FCFA y compris les opérations d'ordre qui s'établissent à 26 462 millions FCFA et se déclinent comme suit :

Tableau 7: Prévisions des encaissements de la DGTCP, gestion 2025 (en millions de FCFA)

Nature de recettes non fiscales	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Revenu de l'entreprise et du domaine	37	-	37
1.2. Droits et frais administratifs	22 614	12 446	35 060
1.3. Amendes et condamnations pécuniaires	730	-	730
1.4. Produits financiers	50 007	-	50 007
1.5. Autres recettes non fiscales	9 800	200	10 000
1.6. Recettes exceptionnelles	19 183	13 817	33 000
TOTAL	102 372	26 462	128 834

Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

2.1.1.4 Prévisions des encaissements de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier

Les recettes à encaisser par cette Agence totalisent un montant de 5 000 millions FCFA.

2.1.2 Encaissements des autres recettes budgétaires

Ils se répartissent en dons budgétaires et en fonds de concours et recettes assimilées.

Ils se chiffrent à un montant de 83 083 millions FCFA et se décomposent comme suit :

Tableau 8: Prévision d'encaissements des autres recettes budgétaire, gestion 2025 (en millions de FCFA)

Autres recettes budgétaires	Mode d'opération		
	Cash	Ordre	Total
1.1. Dons budgétaires	20 000	0	20 000
1.2. Fonds de concours et dons projets	63 083	0	63 083
TOTAL	83 083	0	83 083

Source : CSPEF /MEF, septembre 2024

2.1.3 Encaissements des recettes du FRNB et des CAS

Les autres recettes budgétaires sont constituées de deux grandes catégories à savoir les recettes du Fonds national des Retraites du Bénin (FNRB) et les recettes des Comptes d’Affectation spéciale (CAS). Les recettes du FNRB sont évaluées à 59 166 millions FCFA dont 59 100 millions FCFA en opérations d’ordre et concernent essentiellement les précomptes des parts ouvrière et patronale effectués lors du paiement des salaires des agents de l’Etat.

2.1.4 Les prévisions d’encaissement de ressources de trésorerie hors émission de titres publics

Cette nature d’encaissement, subdivisée en ressources extérieures et intérieures puis en autres ressources de trésorerie, est globalement évaluée à 638 480 millions FCFA.

Au titre de la gestion 2025, les ressources extérieures qui correspondent aux émissions de dettes extérieures sont évaluées à 417 774 millions FCFA et se décomposent ainsi qu’il suit :

- **Prêt projets****363 174 millions FCFA**
 - ✓ Prêts banques internationales :..... 108 145 millions FCFA ;
 - ✓ Prêts bilatéraux :..... 33 499 millions FCFA ;
 - ✓ Prêts multilatéraux :..... 221 530 millions FCFA ;
- **Prêts programmes** :..... **54 600 millions FCFA.**

Les ressources intérieures de trésorerie s’élèvent à 737 247 millions FCFA et sont composées de :

- Prêts banques locales : 30 843 millions FCFA ;
- Prêts BOAD..... 45 962 millions FCFA ;
- Tirages sur FMI : 115 300 millions FCFA ;
- Bons et Obligations du Trésor.....545 142 millions FCFA.

Les autres ressources de trésorerie sont estimées à 28 601 millions FCFA et sont réparties entre les :

- Remboursements de prêts et avances :..... 23 189 millions FCFA ;
- Remboursement de prêts rétrocédés :..... 5 412 millions FCFA.

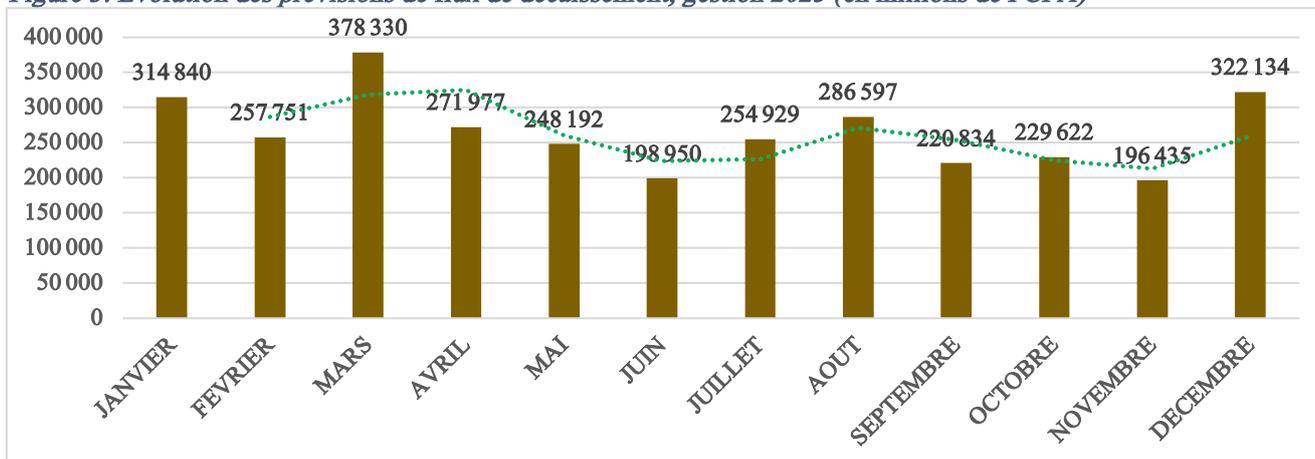
3 Opérationnalisation du plan de trésorerie prévisionnel de l’Etat, gestion 2025, volet décaissement

3.1 Opérations de décaissement

Les opérations de décaissement concernent les règlements par la Direction générale du Trésor et de la Comptabilité publique, des dépenses réalisées pour le compte du budget général de l’Etat, du budget annexe, des Comptes d’Affectation spéciale et les charges de trésorerie. Elles se décomposent également en décaissements au titre des opérations budgétaires et en décaissements de charges de trésorerie.

L’évolution des prévisions des décaissements au titre de la gestion 2025 se présente comme décrite sur la figure n°3 ci-dessous.

Figure 3: Evolution des prévisions de flux de décaissement, gestion 2025 (en millions de FCFA)



Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

En ce qui concerne les décaissements budgétaires, les prévisions pour la gestion 2025 s'élèvent à 2 778 519 millions FCFA et se déclinent ainsi qu'il suit :

- 1. dépenses obligatoires : 1 025 259 millions FCFA**
 - Opération réelle ou cash 913 914 millions FCFA
 - Opération d'ordre..... 111 345 millions FCFA
- 2. autres dépenses ordinaires (comprenant DSP¹ et FADEC)..... 869 266 millions FCFA**
 - Opération réelle ou cash..... 581 779 millions FCFA
 - Opération d'ordre..... 252 587 millions FCFA
- 3. dépenses d'investissement (hors investissement DSP et FADEC)..... 860 794 millions FCFA**
 - Opération réelle ou cash 854 311 millions FCFA
 - Opération d'ordre 6 483 millions FCFA
- 4. dépenses des C.A.S23 200 millions FCFA**

Quant aux décaissements de charges de trésorerie, ils sont estimés à 772 486 millions FCFA au titre de la gestion 2025 et se répartissent comme suit :

1. Amortissement des emprunts extérieurs : 191 511 millions FCFA ;
2. Amortissement des emprunts intérieurs : 543 975 millions FCFA ;
3. Autres charges de trésorerie :..... 37 000 millions FCFA.

En somme, les décaissements au titre de la gestion 2025 s'élèvent à 3 551 005 millions FCFA dont 2 778 519 millions FCFA de décaissement budgétaires et 772 486 millions FCFA de charges de trésorerie. Il faut noter que les décaissements budgétaires comprennent 2 408 104 millions FCFA en décaissements réels et 370 415² millions FCFA en opérations d'ordre.

¹ DSP : Dépenses Sociales prioritaires

² Ce montant est en égalité avec le total des recettes d'ordre (cf. figure n°1 page 11)

Le tableau n°9 ci-dessous récapitule l'évolution des prévisions de décaissements réels des flux de trésorerie au titre de la gestion 2025.

Tableau 9: Evolution des flux de décaissement réels en 2025 (en millions de FCFA)

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
I- Décaissements	314 840	257 751	378 330	271 977	248 192	198 950	254 929	286 597	220 834	229 622	196 435	322 134	3 180 590
1- Dépenses Ordinaires	133 076	137 865	122 604	112 570	113 058	110 866	119 650	123 022	133 585	115 558	122 418	186 320	1 530 593
<i>1.1 Dépenses obligatoires</i>	112 863	87 173	83 548	68 826	74 150	69 655	74 785	78 409	72 701	65 598	62 876	63 328	913 914
<i>1.2 Autres dépenses ordinaires</i>	20 212	50 691	39 057	43 744	38 908	41 211	44 866	44 613	60 884	49 960	59 542	122 991	616 680
2- Dépenses d'investissement	115 175	55 101	113 048	68 778	68 870	47 314	85 956	58 540	54 780	73 301	52 542	60 905	854 311
3- Comptes d'Affectation Spéciale	1 714	2 525	1 937	1 983	1 551	1 664	1 673	2 153	1 740	1 683	2 238	2 339	23 200
4- Charges de trésorerie	64 875	62 260	140 740	88 646	64 713	39 105	47 650	102 882	30 729	39 080	19 237	72 570	772 486

Source : DGTCP /MEF, septembre 2024

3.2 Décaissements des dépenses

Ils concernent les décaissements au titre des dépenses obligatoires et ceux relatifs aux autres dépenses.

3.2.1 Dépenses obligatoires

Les dépenses obligatoires sont des dépenses de fonctionnement des administrations publiques qui ont un caractère non discrétionnaire. Le montant total prévisionnel de leur décaissement s'élève à 913 914 millions FCFA.

Elles sont notamment relatives :

- **aux traitements et salaires des agents** des ministères et des Institutions de l'Etat. Evalués à 503 552 millions FCFA, ils sont constitués de toutes les dépenses relevant d'un contrat de travail entre l'Etat (Ministère chargé de la fonction publique) et l'agent. Cette catégorie de dépenses ne prend pas en compte les salaires des agents conventionnels payés à partir des subventions allouées par l'Etat aux structures sous tutelle. Les traitements et salaires concernés n'intègrent pas non plus, les traitements opérés sur les projets et les Comptes d'Affectation spéciale ;
- **aux charges de pensions.** Les charges de pensions sont des dépenses liées aux agents de l'Etat ayant fait valoir leur droit à une pension de retraite. Les prévisions de décaissement de pensions pour la gestion 2025 s'élèvent à 99 600 millions de FCFA contre 99 300 millions FCFA en 2024 ;
- **aux bourses.** Les Bourses sont gérées par diverses unités administratives selon que l'on passe d'un secteur à un autre ou d'un sous - secteur à l'autre. Evaluées à 21 000 millions FCFA pour la gestion 2025, elles sont attribuées actuellement aux étudiants et aux apprenants des lycées professionnels et Ecoles Normales d'Instituteurs.
- **aux prestations des aspirants** qui rémunèrent les Aspirants au Métier de l'Enseignement (AME) du Programme Spécial d'Insertion dans l'Emploi (PSIE). Les prévisions de décaissements au titre de cette charge s'élèvent à 35 893 millions FCFA ;
- **aux Contributions aux organismes internationaux.** Elles sont évaluées à 14 869 millions FCFA en 2025.
- **aux charges financières de la dette publique** qui correspondent au remboursement des intérêts des dettes à court, moyen et long termes contractées directement ou indirectement par l'Etat. Elles sont évaluées à 239 000 millions FCFA et se décomposent comme suit :
 - intérêts de la dette intérieure qui s'élèvent à 92 000 millions FCFA comprenant les intérêts des bons et obligations du Trésor et en intérêts sur les emprunts auprès des banques locales ;
 - intérêts de la dette extérieure qui sont évalués à 147 000 millions FCFA.

3.2.2 Autres dépenses

Ce sont des dépenses ordinaires autres que celles citées plus haut. Leurs décaissements sont évalués au titre des prévisions de la gestion 2025 à 581 779 millions FCFA et concernent :

- les dépenses sociales prioritaires 182 000 millions FCFA ;
- les acquisitions de biens et services 90 623 millions FCFA ;
- les subventions d'exploitation..... 88 505 millions FCFA ;

- les autres transferts courants146 077 millions FCFA ;
- les dépenses de fonctionnement du FNRB..... 1 000 millions FCFA ;
- les dépenses à caractère saisonnier : 78 473 millions FCFA
 - *FADeC-non affecté (fonctionnement + investissement) 42 818 millions FCFA ;*
 - *FADeC affecté (fonctionnement + investissement) 15 413 millions FCFA ;*
 - *Rentrée des classes et organisation des examens et concours 20 242 millions de FCFA*
- *les élections 30 000 millions de FCFA.*

Il faut préciser que les dépenses sociales prioritaires prennent en compte les dépenses d'interventions publiques qui visent la réduction de la pauvreté et la répartition équitable des ressources de l'Etat au profit des couches sociales. Elles concernent notamment les différentes mesures de gratuité décrétées dans divers secteurs tels que ceux de la santé et de l'éducation.

3.3 Décaissements des dépenses en capital

Les dépenses en capital correspondent aux projets et programmes que l'Etat entend mettre en œuvre dans le but de réaliser des infrastructures socio-économiques, des actions institutionnelles et de soutien au développement du secteur privé, créateur d'emplois et de valeur ajoutée. Leurs décaissements réels sont globalement évalués à 854 311 millions FCFA en 2025. Ces dépenses comprennent :

- la contrepartie des projets financés sur ressources extérieures ;
- les transferts en capital qui sont des dépenses exécutées en maîtrise d'ouvrage délégué (MOD) ou par les organismes publics autres que l'Etat ;
- les investissements exécutés en régie qui se rapportent aux dépenses relatives aux carburants et aux missions. Leur champ d'action peut s'étendre aux dépenses d'acquisitions de matériel et mobilier et à certaines constructions directement pilotées par l'équipe de projet.

3.4 Décaissements des dépenses des Comptes d'Affectation spéciale

Les Comptes d'Affectation spéciale retracent les opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont en relation directe avec les dépenses concernées. Ils ne sont ouverts que par une loi de finances. Le montant inscrit dans la loi de finances pour la gestion 2025 à ce titre, s'élève à 23 200 millions FCFA comme en 2024.

3.5 Décaissements des charges de trésorerie

Les charges de trésorerie sont des décaissements qui n'induisent pas une diminution de la valeur nette de l'actif de l'Etat. Elles comprennent l'amortissement des emprunts extérieurs et intérieurs et les autres charges de trésorerie. Les décaissements au titre de cette nature d'opérations sont estimés à **772 486 millions FCFA** pour la gestion 2025.

4 Evolution des soldes prévisionnels de trésorerie et opérations d'émissions de titres publics

La différence entre les encaissements et les décaissements budgétaires réels mensualisés au titre de la gestion 2025, dégage des soldes qui sont financés par la variation des opérations de trésorerie. Ainsi, le solde budgétaire global et son financement se présentent comme suit :

- i. Encaissements budgétaires 1 996 968 millions FCFA ;

- ii. Décaissements budgétaires 2 408 104 millions FCFA ;
- iii. **Solde global budgétaire (I-II) (-) 411 136 millions FCFA ;**
- iv. **Variation des opérations de trésorerie (i-ii) 411 136 millions FCFA.**
 - i- Ressources de trésorerie..... 1 183 622 millions FCFA ;
 - ii- Charges de Trésorerie..... 772 486 millions FCFA.

4.1 Evolution des soldes budgétaires prévisionnels

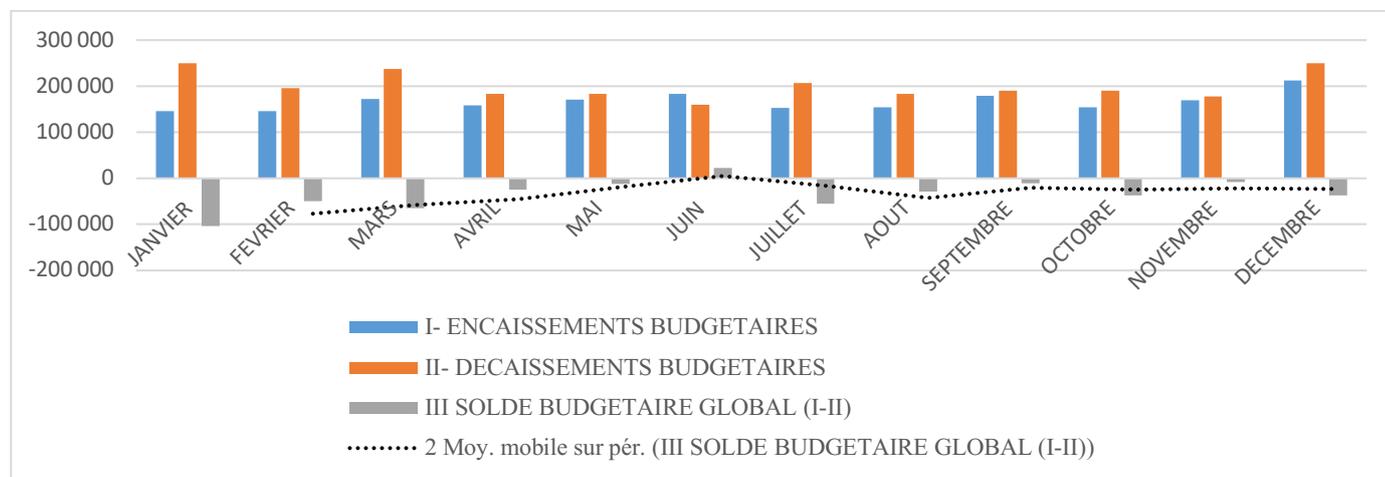
Le tableau n°10 et la figure n°3 qui suivent, présentent l'évolution des soldes budgétaires prévisionnels mensuels avant les opérations de trésorerie. La somme de ces soldes mensuels est égale au déficit public annuel projeté par la loi de finances et s'élève à 411 136 millions FCFA. L'évolution de ces soldes est mise en exergue par le tableau n°10 et la figure n°3 qui suivent.

Tableau 10: Evolution des soldes budgétaires prévisionnels mensuels, gestion 2025

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
I-ENCAISSEMENTS BUDGETAIRES	146 117	145 865	172 462	158 126	170 720	182 687	152 481	154 521	178 975	153 788	169 153	212 074	1 996 968
II-DECAISSEMENTS BUDGETAIRES	249 965	195 491	237 590	183 331	183 479	159 844	207 279	183 715	190 105	190 542	177 198	249 564	2 408 104
III SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (I-II)	-103 848	-49 627	-65 128	-25 205	-12 759	22 843	-54 798	-29 195	-11 130	-36 754	-8 045	-37 490	-411 136

Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Figure 4 Evolution des soldes budgétaires prévisionnels (en millions de FCFA)



Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

4.2 Financement des soldes prévisionnels de trésorerie par émissions de bons et obligations du Trésor

Dans le but de mettre en exergue les besoins mensuels de levée de fonds sur les marchés financiers, il est nécessaire de déterminer les soldes prévisionnels mensuels de trésorerie avant les émissions de bons et obligations du Trésor. Le tableau n°11 et la figure n°4 suivants, présentent l'évolution prévisionnelle de ce solde sur l'année 2025.

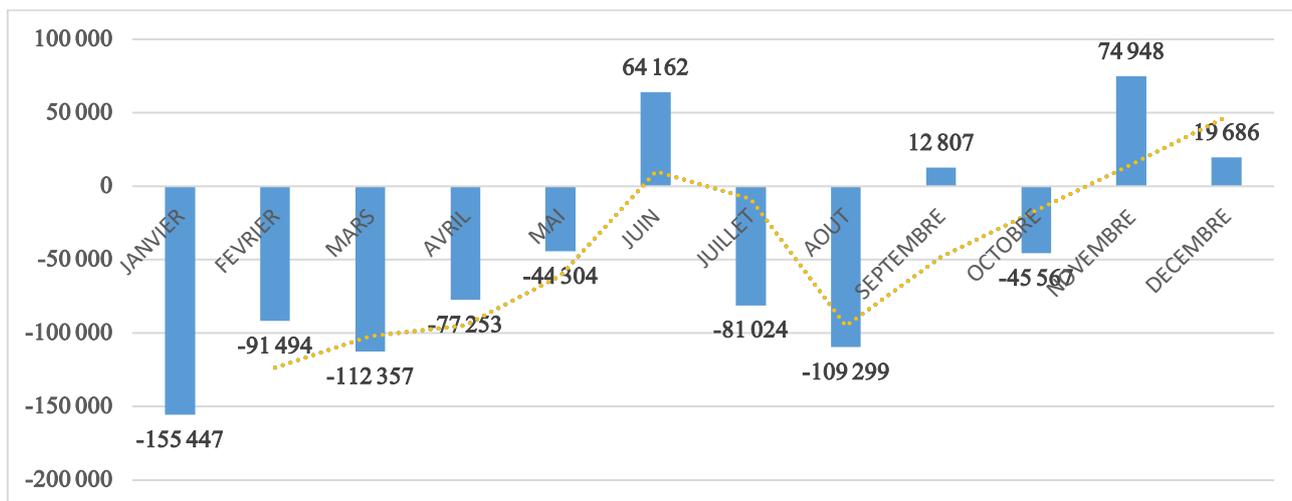
Tableau 11: Evolution du solde prévisionnel de trésorerie avant émission de titres publics, gestion 2025 (en millions de FCFA)

INTITULE	JANVIER	FEVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL
I- ENCAISSEMENTS BUDGETAIRES	146 117	145 865	172 462	158 126	170 720	182 687	152 481	154 521	178 975	153 788	169 153	212 074	1 996 968
II- DECAISSEMENTS BUDGETAIRES	249 965	195 491	237 590	183 331	183 479	159 844	207 279	183 715	190 105	190 542	177 198	249 564	2 408 104
III SOLDE DE TRESORERIE (I-II)	-103 848	-49 627	-65 128	-25 205	-12 759	22 843	-54 798	-29 195	-11 130	-36 754	-8 045	-37 490	-411 136
IV- FINANCEMENT (A-B)	-51 599	-41 868	-47 229	-52 048	-31 545	41 319	-26 226	-80 105	23 937	-8 813	82 993	57 176	-134 006
A- RESSOURCES DE TRESORERIE	13 276	20 392	93 511	36 598	33 167	80 425	21 424	22 777	54 666	30 267	102 230	129 746	638 480
B- CHARGES DE TRESORERIE	64 875	62 260	140 740	88 646	64 713	39 105	47 650	102 882	30 729	39 080	19 237	72 570	772 486
V- SOLDE DE TRESORERIE AVANT EMISSIONS DE BONS ET OBLIGATIONS DE TRESOR	-155 447	-91 494	-112 357	-77 253	-44 304	64 162	-81 024	-109 299	12 807	-45 567	74 948	19 686	-545 142

Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Toutes choses étant égales par ailleurs, le tableau n°11 met en exergue un besoin d'émissions de titres publics pour un montant mensuel moyen de 45 429 millions FCFA pour respecter à la fin de chaque mois, le solde de trésorerie fixé à 20 000 millions FCFA.

Figure 5: Evolution du solde de trésorerie avant émission de titres publics, gestion 2025



Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

Les émissions de bons et obligations du Trésor financeront ces soldes ainsi qu’il suit :

- Bons du Trésor à un an : 52 000 millions FCFA
- Obligations du Trésor : 493 142 millions FCFA.

Total : 545 142 millions FCFA.

Dans le cadre de la gestion active de la trésorerie, des émissions de bons du Trésor infra-annuel sont prévues pour un montant de 180 000 millions FCFA.

Le plan de financement ainsi que l’évolution des soldes du compte unique du Trésor se présentent comme le montrent les tableaux et figures suivants :

Tableau 12: Evolution du financement des soldes prévisionnels de trésorerie par émission de titres publics (en milliards FCFA)

Premier semestre 2025

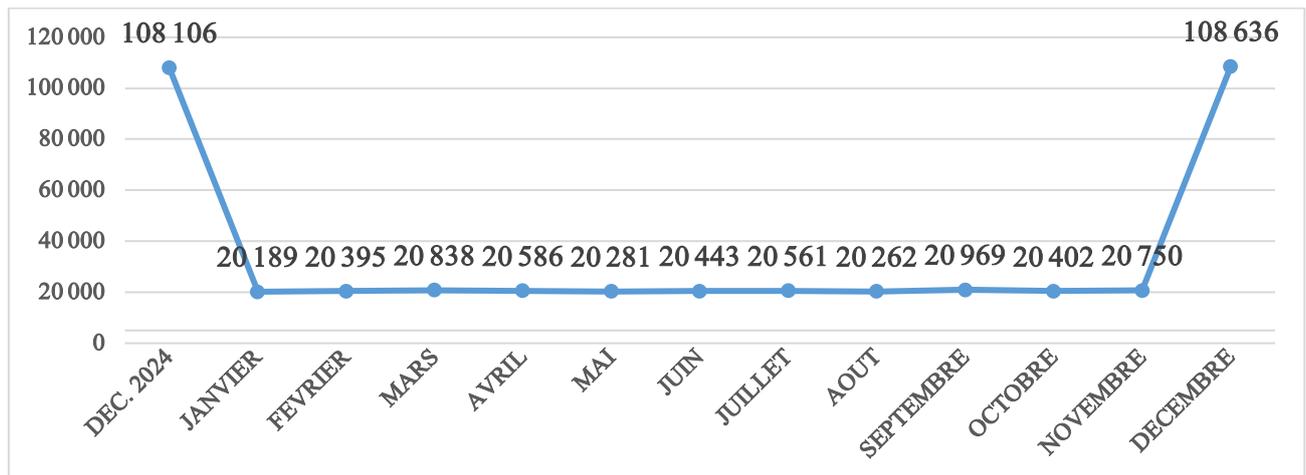
		Total		Janvier		Février		Mars	Avril		Mai		Jun
Solde avant émission de titres publics		-545,14		-155,45		-91,49		-112,36	-77,25		-44,30		64,16
Gestion active de la trésorerie		0,0		3,0		-11,70		37,20	-17,0		-19,0		34
Plan de Financement Mensuel	SDMT 2025-2029		Total mois	16-janv	30-janv	13-févr	27-févr	13-mars	10-avr	24-avr	08-mai	22-mai	
Financement émissions OAT	%	493,14	493,14	Syndication									
3 ans in fine	100%	92,46	92,46	5,0	5,0	10,0	15,0						
5 ans in fine	100%	154,11	154,11			5,0		30,0	10,0	10,0	10,0	5,0	
7 ans in fine	100%	141,78	141,78					70,0	15,0	15,0		10,0	
10 ans in fine et plus	100%	104,79	104,79					50,0					
Financement émissions BAT 1 an	100%	52,0	52,0										
Émissions infra-annuelles			180										
1 mois	Hors SDMT		0,0										
3 mois			150,0			25,0	25,0				25,0	25,0	
6 mois			30,0	15,0	15,0								
12 mois		SDMT 2025-2029	52,0	15,0	15,0					5,0	5,0		
Total émissions financement du Budget			545,14	35,0	35,0	40,0	40,0	120,0	30,0	30,0	35,0	40,0	0,0 0,0
Besoin de financement net (+)		545,14	0,0	-85,4		-11,5		37,6	-17,3		-19,3		34,2
Solde compte du trésor par mois			108,6	20,2		20,4		20,8	20,6		20,3		20,4
				70,0		80,0		120,0	60,0		75,0		0,0
Par trimestre				300,0					132,0				

Deuxième semestre 2025

		Total		Juillet	Août		Septembre	Octobre		Novembre		Décembre	
Solde avant émission de titres publics		-545,14		-81,02	-109,30		12,81	-45,57		74,95		19,69	
Gestion active de la trésorerie		0,0		72	-69,0		12,10	2,0		24,60		68,2	
Plan de Financement Mensuel	SDMT 2025-2029		Total mois	3 juillet	07 août	28 août		02 octobre	30 octobre				
Financement émissions OAT	%	493,14	493,14	Syndication									
3 ans in fine	100%	92,46	92,46	22,46	10	5		10	10				
5 ans in fine	100%	154,11	154,11	44,11									
7 ans in fine	100%	141,78	141,78	31,78									
10 ans in fine	100%	104,79	104,79	54,69									
Financement émissions BAT 1 an	100%	52,0	52,0										
Émissions infra-annuelles			180,0										
1 mois	Hors SDMT		0,0		15	15							
3 mois			150,0		25	25							
6 mois			30,0										
12 mois		SDMT 2025-2029	52,0		5	10		6,0	6,0				
Total émissions financement du Budget			545,14	153,0	55	55	0,0	23,5	23,5	0	0	0 0	
Besoin de financement net (+)		545,14	0,0	72,0	-69,3		12,8	1,4		24,9		19,7	
Solde compte du trésor par mois			108,6	20,2	20,2		20,9	20,3		20,6		108,6	
				77,24	110		0,0	47,0		0		0	
Par trimestre				243,04					47,00				

Référence : SDMT 2024-2025

Figure 6: Evolution du solde du compte unique du Trésor (en milliards de FCFA)



Source : DGTCP/MEF, septembre 2024

CONCLUSION

Le plan de trésorerie prévisionnel est un tableau de bord pour le Trésor public, la Direction générale du Budget et un instrument technique d'aide à la prise de décision pour le Ministre chargé des finances. Il doit être revu périodiquement en cours de gestion pour prendre en compte les résultats de l'exécution budgétaire de même que la conjoncture et les circonstances qui surgissent au cours de l'exercice budgétaire. Ainsi, les entrées et les sorties de fonds seront mieux maîtrisées afin de permettre à l'Etat d'atteindre aisément et efficacement les objectifs qu'il s'est fixé.